

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 99 — 1862

[C - 99/31259 ]

27 MAI 1999

**Décret relatif à l'agrément et au subventionnement des Centres de formation d'aides familiaux (1)**

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté le 10 mai 1999 et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de celle-ci.

**Art. 2.** Le Collège agréé les centres de formation qui répondent aux conditions fixées à l'article 3.

Le Collège accorde l'agrément pour une durée de cinq ans renouvelable.

A tout moment, le Collège peut retirer ou suspendre l'agrément si les dispositions du présent décret ne sont plus observées.

La mention de l'agrément doit figurer sur tous documents, affiches et publications du centre de formation. Peuvent seuls porter l'appellation « centre agréé de formation d'aides familiaux » les centres agréés conformément au présent décret.

Les centres agréés de formation sont habilités à délivrer une attestation de capacité aux personnes qui ont suivi avec fruit le cycle de formation visé à l'article 6.

**Art. 3.** Les conditions d'agrément sont les suivantes :

- 1° être créé par une association sans but lucratif ayant parmi ses objets sociaux, la formation d'aides familiaux;
- 2° avoir son siège social et exercer ses activités principalement sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 3° être une association considérée comme appartenant exclusivement à la Communauté française;
- 4° employer au moins à mi-temps, dans les liens d'un contrat de travail, un coordinateur administratif;
- 5° disposer d'un personnel qualifié tant par ses diplômes que par son expérience, le Collège déterminant les diplômes exigés pour l'enseignement des matières imposées et pour la fonction de coordinateur administratif;
- 6° organiser des cycles de formation conformément aux articles 5 et 6 du présent décret;
- 7° disposer des locaux et de l'équipement nécessaire pour que la formation puisse se dérouler dans des conditions favorables;
- 8° accepter de se soumettre aux contrôles assurés par l'administration.

**Art. 4.** Le Collège fixe la procédure d'octroi, de refus, de renouvellement ou de retrait d'agrément.

**Art. 5.** Le nombre de cycles de formation ne peut excéder deux par centre et par année budgétaire.

Le centre de formation doit attester que les cours du cycle de formation sont dispensés, en début de formation, à un minimum de vingt élèves et à un maximum de vingt-cinq élèves.

**Art. 6.** Le cycle de formation comprend :

- 1° Un enseignement théorique dans les matières suivantes :  
déontologie;  
droit familial - institutions sociales - législation sociale;  
promotion de la santé, hygiène et premiers soins;  
psychologie - gérontologie - communication;  
formation ménagère;  
options.

Le Collège fixe le nombre d'heures qui doivent être consacrées à chaque matière ainsi que le programme des cours.

2° Un stage de formation en institution.

3° Un stage à domicile.

**Art. 7.** Dans les limites des crédits budgétaires, le Collège accorde des subventions aux centres agréés pour l'organisation de cycles de formation.

**Art. 8.** L'octroi des subventions est subordonné au respect des conditions d'agrément citées aux articles 2 et 3 ainsi qu'à l'obtention d'un accord du Collège quant à l'organisation d'un cycle de formation.

Le Collège détermine la procédure d'octroi ou de refus de cet accord.

**Art. 9.** La subvention comprend :

- 1° une subvention forfaitaire annuelle à titre d'intervention dans les frais de rémunération d'un coordinateur administratif;
- 2° une subvention forfaitaire par heure de cours;
- 3° une subvention forfaitaire par heure de réunion d'accompagnement et de supervision;
- 4° une subvention forfaitaire par cycle de formation à titre d'intervention dans les frais de documents et de matériel pédagogique.

**Art. 10.** Les subventions sont adaptées annuellement au taux de fluctuation de l'indice des prix à la consommation.

**Art. 11.** Les subventions sont attribuées à la fin du cycle de formation.

Toutefois, le Collège octroie une avance au centre de formation. Le montant de cette avance est égal à 85 pour cent du montant de la subvention prévisible pour un cycle de formation.

L'avance doit être liquidée dans les deux mois du début de la formation.

Le Collège détermine les pièces justificatives à présenter pour l'obtention de la subvention.

**Art. 12.** Sont abrogés, en ce qui concerne les centres de formation situés dans la Région de Bruxelles-Capitale, et relevant exclusivement de la Communauté française :

l'arrêté ministériel du 17 septembre 1974 fixant le programme des matières enseignées dans les centres de formation d'aides familiales, le nombre d'heures qui doivent être consacrées à ce programme et les diplômes exigés pour enseigner dans lesdits centres;

l'arrêté royal du 16 novembre 1978 relatif à l'organisation dans la région bruxelloise, de centres de formation d'aides familiales modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> octobre 1998;

l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 novembre 1990 fixant le programme des matières enseignées dans les centres de formation d'aides familiales, le nombre d'heures qui doivent être consacrées à ce programme et les diplômes exigés pour enseigner dans lesdits centres;

l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 novembre 1990 relatif à l'organisation de centres de formation d'aides familiales modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> octobre 1998.

**Art. 13.** Les cycles de formation entamés, avec l'accord du Ministre chargé de l'Aide aux Personnes, avant l'entrée en vigueur du présent décret, sont organisés et subventionnés conformément aux dispositions réglementaires antérieures au présent décret.

**Art. 14.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1999.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 mai 1999.

H. HASQUIN,

Président du Collège de la Commission communautaire française,  
chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne,  
ainsi que des Relations internationales

Ch. PICQUE,

Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes

D. GOSUIN,

Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme

E. ANDRE,

Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes

E. TOMAS,

Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels,  
de l'Enseignement, de la Promotion sociale

Notes

(1) *Session ordinaire 1998-1999*

*Documents de l'Assemblée* : Projet de décret : doc. 82 (1998-1999), n° 1. — Rapport : doc. 78/82 (1998-1999), n° 2.  
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : séance du 10 mai 1999.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 1862

[C - 99/31259]

**27 MEI 1999. — Decreet betreffende de erkenning  
en de subsidiëring van de Opleidingscentra voor gezinsbijstand (1)**

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft op 10 mei 1999 aangenomen en Wij, College, bekrachtigden hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 ervan.

**Art. 2.** Het College erkent de opleidingscentra die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 3.

Het College verleent de erkenning voor een termijn van vijf jaar die kan worden hernieuwd.

Het College kan op elk ogenblik de erkenning intrekken of opschorten als de bepalingen van dit decreet niet langer worden nageleefd.

De erkenning moet vermeld worden op alle documenten, affiches en publicaties van het opleidingscentrum. Enkel de centra die zijn erkend overeenkomstig dit decreet mogen de benaming « erkend opleidingscentrum voor gezinsbijstand » dragen.

De erkende opleidingscentra mogen een bekwaamheidsattest uitreiken aan de personen die de opleidingscyclus bedoeld in artikel 6 met vrucht beëindigd hebben.

**Art. 3.** De erkenningsvoorwaarden zijn :

1. opgericht zijn door een vereniging zonder winstoogmerk waarvan het maatschappelijk doel onder meer is gericht op de opleiding voor gezinsbijstand;
2. zijn maatschappelijke zetel hebben en zijn hoofdactiviteiten uitoefenen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
3. een vereniging zijn die uitsluitend onder de bevoegdheid valt van de Franse Gemeenschap;
4. ten minste een administratief coördinator halftijds tewerkstellen via een arbeidscontract;
5. mensen aanwerven die zowel een opleiding hebben genoten als ervaring hebben opgedaan; het College bepaalt welke diploma's vereist zijn voor het onderricht van de opgelegde vakken alsmede voor de functie van administratief coördinator;
6. opleidingscycli organiseren overeenkomstig artikelen 5 en 6 van dit decreet;
7. de nodige lokalen en voorzieningen hebben zodat de opleiding in gunstige omstandigheden kan gegeven worden;
8. instemmen met de controles die door het bestuur worden gehouden.

**Art. 4.** Het College regelt de procedure voor de toekenning, de weigering, de vernieuwing of de intrekking van de erkenning.

**Art. 5.** Het aantal opleidingscycli is vastgelegd op maximum twee per centrum en per begrotingsjaar.

Het opleidingscentrum moet verklaren dat de lessen van de opleidingscyclus, in het begin van de opleiding, aan minstens twintig leerlingen en maximum vijftwintig leerlingen gegeven worden.

**Art. 6.** De opleidingscyclus omvat :

1° Een theoretische opleiding in de volgende vakken :

- a) deontologie;
- b) familiaal recht - sociale instellingen - sociale wetgeving;
- c) gezondheidspromotie, hygiëne en eerste hulp;
- d) psychologie - gerontologie - communicatie;
- e) huishoudkunde;
- f) opties.

Het College bepaalt het aantal uren dat aan iedere materie moet worden besteed alsook het lessenprogramma.

2° Een opleidingsstage in een instelling.

3° Een stage aan huis.

**Art. 7.** Binnen de perken van de begrotingskredieten kent het College subsidies toe aan de erkende centra voor de organisatie van opleidingscycli.

**Art. 8.** De toekenning van de subsidies is ondergeschikt aan de naleving van de erkenningsvoorwaarden bedoeld in artikelen 2 en 3 alsook aan het akkoord van het College voor het organiseren van een opleidingscyclus.

Het College bepaalt de procedure voor de akkoordverklaring of -weigering.

**Art. 9.** De subsidie bestaat uit :

- 1° een forfaitaire jaarlijkse subsidie als tegemoetkoming in de bezoldiging van een administratief coördinator;
- 2° een forfaitaire subsidie per lesuur;
- 3° een forfaitaire subsidie per vergaderuur voor de begeleiding en het toezicht;
- 4° een forfaitaire subsidie per opleidingscyclus als tegemoetkoming in de onkosten voor documenten en didactisch materiaal.

**Art. 10.** De subsidies worden jaarlijks aangepast aan het schommelingspercentage van de index der consumptieprijzen.

**Art. 11.** De subsidies worden gegeven aan het einde van de opleidingscyclus.

Het College kan evenwel een voorschot geven aan het opleidingscentrum. Het bedrag van dit voorschot is gelijk aan 85 procent van het voorziene subsidiebedrag voor een opleidingscyclus.

Het voorschot moet worden betaald binnen de twee maanden na de aanvang van de opleiding.

Het College bepaalt welke bewijsstukken voorgelegd moeten worden voor het verkrijgen van de subsidie.

**Art. 12.** Worden opgeheven, wat betreft de opleidingscentra gelegen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die enkel vallen onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap :

het ministerieel besluit van 17 september 1994 tot bepaling van het programma van de onderrichte vakken in de opleidingscentra voor gezinsbijstand, van het aantal uren dat moet worden besteed aan dit programma en van de vereiste diploma's om les te kunnen geven in deze centra;

het koninklijk besluit van 16 november 1978 betreffende de organisatie in het Brussels Gewest van opleidingscentra voor gezinsbijstand, gewijzigd bij besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 oktober 1998;

het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 november 1990 tot bepaling van het programma van de onderrichte vakken in de opleidingscentra voor gezinsbijstand, van het aantal uren dat moet worden besteed aan dit programma en van de vereiste diploma's om les te kunnen geven in deze centra;

het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 november 1990 betreffende de organisatie van de opleidingscentra voor gezinsbijstand, gewijzigd bij besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 oktober 1998.

**Art. 13.** De opleidingscycli, die zijn aangevat met het akkoord van de Minister van Bijstand aan Personen nog vóór de inwerkingtreding van dit decreet, worden georganiseerd en gesubsidieerd overeenkomstig de wettelijke bepalingen die golden vóór dit decreet.

**Art. 14.** Dit decreet treedt in werking op 1 juli 1999.

Bekrachtigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 mei 1999.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Begroting,  
Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, alsook met Internationale Betrekkingen

Ch. PICQUE,

Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen

D. GOSUIN,

Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme

E. ANDRE,

Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en Permanente Opleiding van de Middenklasse

E. TOMAS,

Lid van het College, belast met Gezondheid,  
Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt

—  
Nota's

(1) *Gewone zitting 1998-1999*

*Documenten van de vergadering* : Ontwerpdecreet : doc. 82 (1998-1999), nr. 1. — Verslag : doc. 78/82 (1998-1999), nr. 2.

Integraal verslag. — Debat en aanneming : zitting van 10 mei 1999.



F. 99 — 1863

[C - 99/31260]

**27 MAI 1999. — Décret relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide à domicile (1)**

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté le 10 mai 1999 et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

- 1° le Collège : le Collège de la Commission communautaire française;
- 2° le Conseil consultatif : la section "Aide et soins à domicile" du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé;
- 3° les services : les services d'aide à domicile;
- 4° les aides : les aides familiaux, seniors et ménagers;
- 5° les bénéficiaires : toute personne recevant une aide à domicile.

**Art. 3.** Le Collège agréé les services d'aide à domicile qui répondent aux conditions générales fixées aux articles 4 et 5.

Le Collège accorde l'agrément pour une durée de cinq ans renouvelable.

L'agrément est précédé d'un accord de principe qui couvre au maximum une période d'un an.

A tout moment, le Collège peut retirer l'agrément si les dispositions du présent décret ne sont plus observées.

La mention de l'agrément doit figurer sur tous documents, affiches et publications du service. Peuvent seuls porter l'appellation "service agréé d'aide à domicile" les services agréés conformément au présent décret.

**Art. 4.** §. 1<sup>er</sup>. Les services ont pour mission de favoriser le maintien et le retour à domicile, l'accompagnement et l'aide aux actes de la vie journalière des personnes isolées, âgées, handicapées, malades et des familles en difficulté en concertation avec l'environnement familial et de proximité, et ont notamment pour objectif de rendre les personnes plus autonomes.

§. 2. Les services envoient temporairement à domicile et sans distinction d'origine, d'opinion politique, philosophique, religieuse ou d'orientation sexuelle, des aides familiaux, seniors ou ménagers à la disposition des catégories de personnes visées au § 1<sup>er</sup> qui en expriment la demande.

§. 3. Par priorité, l'aide doit être accordée à ceux qui en ont le plus besoin et qui sont les plus démunis sur le plan financier, de la santé physique ou psychique ainsi que sur le plan social.

**Art. 5.** Pour être agréé un service doit satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° être créé par une association sans but lucratif ayant parmi ses objets sociaux, l'aide à domicile;
- 2° avoir son siège social à Bruxelles;
- 3° être une association considérée comme appartenant exclusivement à la Communauté française en raison de son organisation;
- 4° exercer ses activités principalement sur l'ensemble du territoire de la région de Bruxelles-Capitale;
- 5° employer à temps plein et de façon permanente au moins cinq aides familiaux ou aides seniors titulaires de diplôme ou de qualification définis par le Collège et du certificat d'immatriculation visé à l'article 10.